

Nouveau dialogue en vue
MGR BARRIGAH, PROBABLE
« MÉDIATEUR » ?

P.7

Communiqués du PS et du parti de Gauche français
LE CST NOURRI D'ÉLUCUBRATIONS
CONFUSES P.4
J.-C. Cambadélis vient-il prendre la
place de Zeus Ajavon ou de Fabre?

N° 343 du 20 février 2013 / Prix: 250 Fcfa

Récépissé N° 259/21/04/HAAC
Maison de la presse, casier N° 61
Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59
Imprimerie: Saint-Louis

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

Incendies des marchés du Togo
LE GOUVERNEMENT VA
DÉBLOQUER UN PEU
PLUS DE 4 MILLIARDS EN
FAVEUR DES
COMMERÇANTES P.7

Incendies des marchés et situation
sociopolitique au Togo

QUAND M. CAMBADÉLIS ET SON
PS TENTENT DE METTRE LE TOGO
SOUS TUTELLE FRANÇAISE

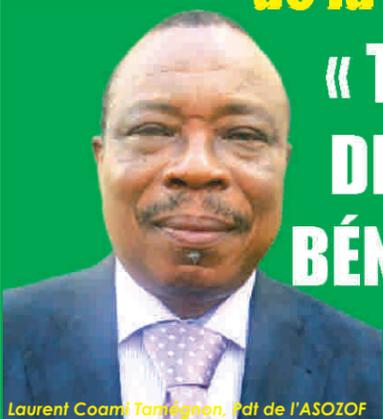
Le parti UNIR manifeste sa
désapprobation

P.3



Jean-Christophe Cambadélis

Laurent Coami Tamégnon à propos
de la zone franche



Laurent Coami Tamégnon, Pdt de l'ASOZOF

« TOUT LE PERSONNEL
DE LA ZONE FRANCHE
BÉNÉFICIE DE SALAIRES
REVALORISÉS »

P.7

Modification de la loi organique portant
fonctionnement de la HAAC



Kokou Tozoun, Pdt HAAC

MALGRÉ LES CRIS DES
JOURNALISTES ET P.4
ASSOCIATIONS DE
PRESSE, LES POUVOIRS
DE LA HAAC RENFORCÉS



... Une nouvelle race de Managers

B.P: 24 69 Lomé-TOGO Tél: +228 22 26 22 04 Fax: +228 22 26 22 08 E-mail:mid_night2469@yahoo.fr

Meeting de proximité de l'UFC GIL CHRIST OLYMPIO ET LES SIENS ACCUEILLIS À ADÉWUI

Le contexte socio politique togolais est actuellement marqué par une préparation des élections législatives et locales, à tous les niveaux, sauf exceptions particulières. Les partis politiques se doivent d'aller vers les populations et leurs membres, les sensibiliser et les informer des bonnes conduites à tenir pour participer efficacement au processus électoral. C'est une responsabilité politique et citoyenne à laquelle s'attachent les leaders de l'Union des Forces du Changement (UFC) vis-à-vis des membres du parti à la base et de l'ensemble des populations togolaises. Cette responsabilité, Gil Christ Olympio et tous les autres leaders du parti la manifestent à travers des meetings de proximité qu'ils organisent à travers les quartiers et villes à Lomé comme à l'intérieur du pays. Dimanche dernier, ils étaient à Adéwui, quartier populaire et composite des togolais à Lomé.

C'est au rythme du « Kamou » (danse populaire) légendaire puis au goût du « Tchoukoutou » (boisson locale) prisé à Adéwui que la délégation conduite par Gil Christ Olympio, Président National de l'UFC a été accueillie à Adéwui. Hospitalité ainsi accordée aux leaders de l'UFC et au parti jaune, la population d'Adéwui sortie nombreuse, n'a pas hésité à arborer les t-shirts et foulards jaunes pour témoigner leur adhésion à l'engagement historique de Gil Christ Olympio et de son parti en faveur de la politique d'apaisement et de réconciliation du peuple togolais. « Les populations d'Adéwui adhèrent à l'accord historique signé entre l'UFC et le RPT (ndlr : RPT devenu UNIR aujourd'hui) » stipule une des



Gil Christ Olympio s'adressant aux populations d'Adéwui

banderoles géantes exhibées pour la circonstance.

Cet accueil populaire, Gil Christ Olympio n'a pas manqué de l'apprécier. « En venant à Adéwui, c'est avec un cœur de joie que j'y ai posé mes pieds et en y étant durant tout le temps passé, j'ai vu aussi la joie sur le visage de tout le monde, les chants, les danses, les gens qui sont autochtones d'« ablodé » ici à Adéwui, tous ceux qui sont venus de tout Lomé, tout le monde était en joie. Et nous tenons à souligner sur place à Adéwui que c'est le microcosme, l'arc-en-ciel du pays. Les togolais y résident venant de tous les coins du Togo, de la plage, des mers, des rivières, des fleuves, des montagnes et jusqu'à la frontière du Burkina-Faso » s'est-il réjoui.

C'est dans une ambiance de bonne écoute que le président national de l'UFC s'est alors adressé aux populations sur les points relatifs à

l'accord RPT/UNIR-UFC, la vision de l'UFC aujourd'hui et les élections législatives attendues. « Avec l'accord RPT/UNIR-UFC, les 2 grands partis travaillent ensemble pour bâtir le pays. Cela ne veut pas dire que l'UFC, parti dont je suis président est devenu une partie intégrante du RPT/UNIR, non. Nous disons que les cerveaux et les bras de l'UFC s'associent aux cerveaux et aux bras du RPT/UNIR pour construire notre pays. Il y a la paix. Des réalisations ont commencé à se faire. Il nous faut travailler pour donner de l'eau potable aux localités où il y a manque. Au Nord, un beau fleuve s'y dresse, nous étions son aménagement, l'assainissement et le développement de la vallée de l'Oti, aussi nous pensons à un complexe sucrier avec une plantation pour employer 3500 togolais » a dit Gil Christ Olympio. En ce qui concerne les élections législatives imminentes, Me Homawoo Atsu Yao

Jean-Claude, membre du bureau de l'UFC, a situé les uns et les autres sur l'évolution du processus électoral notamment sur le travail qu'accomplit la CENI dans l'organisation de ces élections. Le 1er leader de l'UFC a, lui, demandé à la population d'Adéwui de se lever tôt pour se faire inscrire sur les listes électorales et obtenir leurs cartes d'électeurs, ce qui fera d'elle une force importante pour élire des députés UFC à l'Assemblée Nationale.

Déjà prêtes, des composantes de la population d'Adéwui, comme celle des femmes conduite par Mme Bushara Nassoma, Présidente des femmes UFC du 5ème arrondissement (ndlr : Adéwui), ont exprimé leur attachement à la nouvelle vision socio politique de Gil Christ Olympio et de l'UFC pour la paix, la réconciliation et le développement du Togo.

Constant M.

150 ans d'action humanitaire LE CICR ET LA CRT TOUJOURS PLUS ENGAGÉS

Le Comité International de la Croix Rouge (CICR), organisation humanitaire oeuvrant pour l'humanitaire dans plusieurs pays à travers le monde, est vieux de 150 ans. Le 17 février dernier, le 150ème anniversaire du CICR et de son action a été commémoré avec un nouvel engagement des acteurs du CICR à servir l'humanité. Au Togo, les responsables à la tête du CICR et de la Croix Rouge Togolaise (CRT) ont échangé avec les journalistes sur des thématiques essentielles relatives aux préoccupations humanitaires de l'heure. La rencontre a eu lieu vendredi 15 février au siège de la CRT, en prélude alors à l'anniversaire.

Aux journalistes, Emmanuel Placca, Chef de Bureau CICR Lomé, Gagno Norbert Paniah, Président National de la CRT, Kenneth Lawson, Chef programme information et diffusion, chargé de la communication à la CRT, Adem Siekro, Assistant CDB, ont permis de cerner les

enjeux de l'action humanitaire. Les échanges ont porté sur les thématiques à savoir « la présentation du CICR et ses 150 d'action humanitaire », « la Croix Rouge Togolaise et les principes d'intervention dans les situations d'urgence », « le droit international humanitaire ».

Pour Emmanuel Placca, Chef de bureau CICR Lomé, le CICR est plus que jamais déterminé à poursuivre sa mission humanitaire. Dans la même logique que son patron Peter Maurer, Président du CICR, Emmanuel Placca précise que cet anniversaire est à la fois le moment d'un regard critique sur le passé et le point d'un nouveau départ d'activités humanitaires en faveur des victimes de conflits armés et autres situations de violences. « Un grand défi que le CICR et les autres organisations humanitaires ont à relever est le non respect du droit international humanitaire qui interdit la violence contre les personnes ne participant pas



E. Placca, Chef Bureau CICR Lomé (à gauche); N. Paniah, Pdt CRT (au milieu)

aux conflits armés, comme les enfants, les blessés ou les malades ou encore les détenus » a-t-il souligné.

Fondé le 17 février 1863, le CICR basé à Genève, a pour mission de protéger et d'assister les victimes civiles et militaires des conflits armés et de la violence interne en agissant suivant les principes d'impartialité, de neutralité,

d'indépendance, de volontariat, d'unité et d'universalité. A ce jour, 13 000 personnes de 125 nationalités travaillent pour le CICR dans 92 contextes à travers le monde. 187 sociétés nationales ou pays dont le Togo, adhèrent et oeuvrent à la mission et aux principes du CICR sous les emblèmes en croix, croissant ou cristal, tout

en rouge.

La CRT, née le 26 février 1959, forte d'un effectif de 30 000 volontaires, travaille en tant qu'auxiliaire du pouvoir public et fournit un éventail de services allant de secours en cas de catastrophe aux soins de santé et à l'assistance sociale. Dans le contexte actuel, un processus électoral a cours au Togo et pour Gagno Norbert Paniah, Président de la CRT, les joutes électorales au Togo ont souvent rimé avec des situations de violences ou de troubles qui ne laissent pas indifférente la CRT. « Aujourd'hui comme hier, la CRT, institution humanitaire ayant pour vocation d'alléger et de prévenir les souffrances des populations vulnérables, doit se préparer pour être à la hauteur des sollicitations dont elle pourra éventuellement faire face dans les jours qui viennent » a annoncé le Président de la CRT.

Constant M.

Incendies des marchés et situation sociopolitique au Togo QUAND M. CAMBADELIS ET SON PS TENTENT DE METTRE LE TOGO SOUS TUTELLE FRANÇAISE Le parti UNIR manifeste sa désapprobation

Dans un entretien sur les antennes de RFI en date du 15 février 2013, Jean-Christophe Cambadélis, membre du parti socialiste français a réagi sur l'enquête qui a cours dans le pays sur les récents incendies qui ont dévasté les deux grands marchés du Togo et ruinés les commerçants et les commerçants. M. Cambadélis a cru bon de rendre service à ses amis du CST (Collectif Sauvons le Togo) en prenant fait et cause pour eux. Des déclarations tendancieuses qui ont surpris plus d'un au Togo. La position manifestée par le sieur Cambadélis est venue après que le parti socialiste français, parti auquel il appartient, a sorti un communiqué tendancieux dans lequel le parti socialiste intime l'ordre aux autorités togolaises de libérer les personnes arrêtées dans le cadre de l'enquête sur les incendies. « Le parti socialiste observe avec inquiétude la vague d'arrestations d'opposants politiques orchestrée depuis un mois par le pouvoir en place. Le parti socialiste dénonce l'arbitraire manifeste de ces arrestations qui visent essentiellement les personnalités du collectif « Sauvons le Togo » et d'autres membres de l'opposition. Il demande leur libération immédiate. Le parti socialiste exprime sa solidarité avec tous les togolais démocrates et issus de la société civile en lutte pour la démocratie, contre la mauvaise gouvernance et l'impunité au Togo. Il appelle les autorités togolaises

à permettre la relance d'un dialogue politique sincère et inclusif, et à mettre en œuvre d'urgence les recommandations des missions d'observations de l'Union Européenne en faveur d'une réforme électorale pour le prochain scrutin législatif », c'est en ces termes qu'est libellé le communiqué titré, « Togo : démocratie bafouée ». Une déclaration dont le contenu se trouve être aux antipodes de la réalité au Togo. De l'avis de nombreux observateurs, la position du parti socialiste et du sieur Cambadélis est ni plus ni moins une insulte au peuple togolais et aux nombreuses femmes qui aujourd'hui souffrent au plus profond de leurs âmes. Les auteurs de la déclaration qui devraient paraître aux yeux du monde des exemples pour la démocratie sont aujourd'hui tombés bas, très bas, car lorsqu'on est démocrate et qu'on veut se faire respecter comme tel, on prend soins d'adopter des comportements de démocrate, ce qui est plus responsable. Le parti socialiste et Jean-Christophe Cambadélis ne peuvent dire qu'ils ne savent pas que dans un Etat de droit l'on ne s'imisce pas dans une affaire judiciaire quel qu'il soit. L'affaire des incendies au Togo est une affaire qui relève de la compétence de la justice et en aucune façon, le politique ne doit s'inviter jusqu'à aller intimer l'ordre à un Etat souverain comme si on était encore dans les années d'avant 1960. Quelle leçon de démocratie, Jean-



Jean-Christophe Cambadélis

Christophe Cambadélis et son PS peuvent-ils se vanter d'avoir la maîtrise lorsqu'ils donnent de mauvais exemples comme c'est le cas. Le Togo est un pays indépendant depuis le 27 avril 1960 et n'a d'ordre à recevoir du PS français qui aussi traîne derrière lui de sérieux problèmes et ferait donc mieux de se concentrer à la recherche des solutions. Dans l'affaire des incendies au Togo, l'intervention maladroite du sieur Cambadélis et de son PS prouve à suffisance que la Franceafrique que le parti socialiste

français a laissé entendre qu'elle allait mettre fin, semble être de retour. Dommage n'est-ce pas ? Aux membres du CST, il y a de quoi se raviser. Sinon l'occasion n'est pas encore de se frotter les mains et de crier victoire, car le Togo ne se laissera pas intimider par des personnes peu boue comme c'est le cas avec le PS français, la responsabilité incombe plus à ceux-là qui ont prêté le flanc aux ex dominateurs qui ont toujours tendance à considérer le noir comme un moins que rien ou un sous homme. Le monde évolue et l'Afrique aussi. Le Togo n'est plus prêt à vivre sous tutelle d'une quelconque métropole. La position ouvertement exprimée par le PS contribue plus à exacerber les tensions dans le pays, à travers des prises de positions qui vont se manifester sans pardon dans les différents partis politiques. Et Jean-Christophe Cambadélis et le parti socialiste français seront tenus responsables des conséquences de ce qui adviendra. Le Parti Union pour la République a immédiatement réagi à cette dérive totalitaire dont fait preuve le PS. De même, le procureur de la République, qui est le directeur de l'enquête a également réagi en demandant que les uns et les autres laissent l'enquête poursuivre son cours dans le respect des lois.

Ounatchin

COMMUNIQUE DU PARTI UNIR

L'Union pour la République (UNIR), parti de masse, engagé dans la consolidation de la réconciliation nationale, du progrès économique et social et de la démocratie au Togo, a pris connaissance avec un grand étonnement des termes du communiqué rendu public ce jour, 14 février 2013, par le Parti socialiste français, sur les récents incendies qui ont affecté notre pays, le Togo, et sur le dialogue politique.

Faut-il le rappeler ?

Deux des principaux marchés du pays ont été la proie des flammes, plaçant des milliers de togolais dans la tristesse, la désolation et le dénuement. Des enquêtes conduites selon les règles strictes du Code pénal et du Code de procédure pénale sont en cours. Elles sont menées dans le respect des droits de la défense et des droits de l'homme.

Dans ces conditions, on pouvait s'attendre à ce qu'un grand parti comme le Parti Socialiste français exprime sa compassion aux victimes et au peuple togolais tout entier et son soutien à la justice togolaise.

Au lieu de cela le PS français - ou du moins deux de ses membres - a pris sur lui de s'immiscer dans des affaires judiciaires en cours d'instruction au Togo, à travers des prises de positions hasardeuses qui ne peuvent s'expliquer que par la méconnaissance totale des réalités togolaises.

Cette intrusion regrettable dans le déroulement de la procédure judiciaire engagée suite à la vague des incendies criminels enregistrés par le Togo révèle une méconnaissance totale, des premiers éléments recueillis par les enquêteurs, après plusieurs semaines d'investigation.

Il est en effet inadmissible que le Parti socialiste français évoque « des arrestations arbitraires » et parle de « démocratie bafouée » alors que toutes les procédures prévues par les textes en vigueur ont été respectées aussi bien lors de l'interpellation et de la garde-à-vue, qu'à l'occasion de l'inculpation des personnes mises en cause. Toutes les personnes détenues ont en outre reçu la visite des organisations de défense des droits de l'homme, notamment le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH). Il faut surtout souligner que c'est en présence des représentants des partis politiques affiliés au Collectif Sauvons le Togo et de leurs avocats que des cocktails Molotov ont été découverts au lendemain des incendies, au siège de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) au cours d'une perquisition sans qu'à ce jour aucune

explication n'ait été fournie aux enquêteurs, ni la moindre sollicitude exprimée aux victimes.

Le Bureau exécutif de UNIR saisit par ailleurs l'occasion pour convier le Parti socialiste français à procéder à une lecture plus objective de l'origine des difficultés rencontrées par le dialogue politique au Togo.

Le PS français se trompe dangereusement de cible quand il « appelle les autorités togolaises à permettre la relance d'un dialogue politique sincère et inclusif », alors qu'il est connu de tous les observateurs avisés de la vie politique togolaise, que les difficultés qui ont émaillé le processus du dialogue, sont le fait de formations politiques dites radicales qui, par pure tactique politicienne et au péril de l'intérêt national, ont opté pour la violence, en lieu et place d'un dialogue serein et constructif. En témoigne la dernière session du dialogue du 16 novembre 2012, au cours de laquelle, les représentants du collectif Sauvons le Togo, se sont illustrés négativement, en quittant la salle dès l'ouverture des travaux, non sans avoir lu des déclarations préparées à l'avance.

UNIR encourage les autorités judiciaires à poursuivre dans la sérénité les investigations afin de faire toute la lumière sur la vague des incendies criminels qui ont été perpétrés en début d'année contre les grands marchés du Togo.

Notre mouvement réaffirme son attachement aux valeurs démocratiques et au dialogue. Il encourage le Chef de l'Etat et le gouvernement à poursuivre dans la sérénité la préparation des élections législatives qu'il souhaite équitables et transparentes.

Il se félicite de la participation du Togo à l'effort de paix dans la région et dans le monde et se réjouit que le Togo ait été le premier Etat africain à avoir répondu à l'appel adressé par le président Hollande aux forces armées africaines pour combattre le terrorisme et l'intolérance au Mali.

Terrorisme et intolérance qui ne doivent être encouragés dans aucun Etat et qui doivent rester étrangers au débat politique togolais.

Fait à Lomé le 14 février 2013

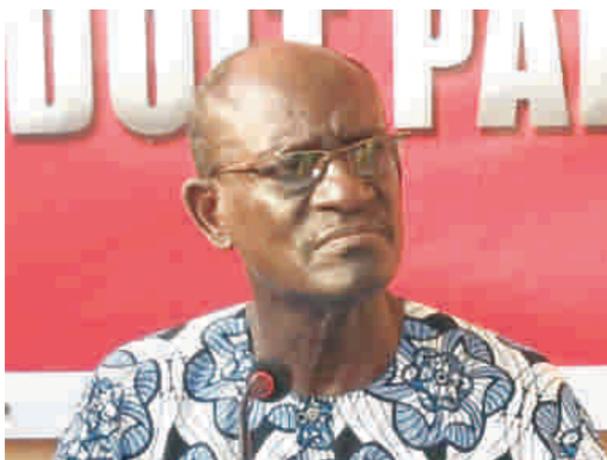
Le 1er Vice-président

le Messager

Communiqués du PS et du parti de Gauche français

LE CST NOURRI D'ELUCUBRATIONS CONFUSES**J.-C. Cambadélis vient-il prendre la place de Zeus Ajavon ou de Fabre?**

« C'est simplement triste pour Zeus Ajavon, Jean-Pierre Fabre, Claude Ameganvi, Tchabouré Gogué, Abi Tchessa, Abass Kaboua, bref tous ces noms de prou du CST, qui s'emparent tout fiers des termes d'appréciation de simples partis politiques, fussent-ils socialiste, gauche, français ou italiens, à l'endroit d'un Etat souverain ». En ces propos, un critique politique donne son avis qu'il dit tirer après observation et analyse minutieuses du comportement brusque affiché par ces leaders politiques, de la société civile, des juristes et des défenseurs des droits de l'homme, menés ensemble par une même barque, le CST (Collectif Sauvons le Togo). En effet, à travers un communiqué du parti socialiste (PS) français, rendu public le 13 février dernier, Jean-Christophe Cambadélis, Secrétaire national à l'Europe et à l'international et Axelle Lemaire, Secrétaire nationale aux droits de l'homme, tous deux signataires dudit communiqué, croient apprendre à l'Etat togolais une leçon de démocratie. Dans leurs propos, les deux secrétaires du PS enseignent



Zeus Agavon, Coordonnateur CST

sans fondement, aucun, de leur part que le pouvoir togolais procède à une vague d'arrestations d'opposants politiques. Dans quel cadre ces arrestations ont-elles lieu, sont-elles régulières et légales ? Cambadélis et son acolyte Lemaire n'en savent rien. « Le parti Socialiste dénonce l'arbitraire manifeste de ces arrestations qui visent essentiellement les personnalités du Collectif Sauvons le Togo et d'autres membres de l'opposition. Il demande leur libération immédiate » dit le communiqué sans autres détails non moins importants concernant les arrestations

dont parlent les deux acolytes du PS. Dans un autre communiqué en date du 15 février, c'est le Parti de Gauche (PG) dans la même logique, qui s'illustre dans ce qu'il intitule « soutien aux démocrates togolais ». A lire entre les lignes de cet autre communiqué, l'on se rend compte que les termes n'expriment pas qu'un soutien aux personnalités nommées mais une provocation et une diffamation à la personne du Chef de l'Etat togolais. Sans forcément montré qu'il connaît bien les réalités politiques du Togo et qu'il connaît ses amis politiques



Jean Pierre Fabre, Président ANC

du Togo, le PG se hâte de prendre faits et causes des marches du CST dénommées « derniers tours de Jéricho » et lâche son instinct en ces termes « le Parti de Gauche exprime son soutien aux partis politiques togolais regroupés au sein du Front républicain pour l'alternance et le changement, ainsi qu'à la société civile regroupée au sein du Collectif Sauvons le Togo et de la Coalition Arc en ciel. Le Parti de Gauche s'associe à leurs revendications et demande l'organisation d'élections législatives transparentes, justes, honnêtes et crédibles ». A la suite de ces

communiqués, les responsables du CST sont devenus heureux que de simples partis politiques d'un pays se mêlent aux affaires internes d'un autre pays. C'est vraiment triste. Dans les visages de Zeus Ajavon, de Jean-Pierre Fabre et de tous les autres, il faut lire un sentiment de satisfaction pour lequel ils nourrissent davantage d'élucubrations confuses pour faire croire à qui veut les entendre que la communauté internationale les soutient. Des individus au second plan dans un parti politique français, représentent-ils la communauté internationale ? Moins encore leur Etat ? Au nom de quoi peuvent-ils faire des observations à un Etat dont ils ne sont pas citoyens ? En tout cas, Jean-Christophe Cambadélis est libre et a le choix de demander la nationalité togolaise pour se reconnaître togolais afin de prendre une place au CST ou à l'ANC pour conduire la lutte démocratique au Togo mieux, qu'il ne le fait au PS en France. Zeus Ajavon et Jean-Pierre Fabre sont heureux de l'accueillir.

C. M.

Modification de la loi organique portant fonctionnement de la HAAC MALGRÉ LES CRIS DES JOURNALISTES ET ASSOCIATIONS DE PRESSE, LES POUVOIRS DE LA HAAC RENFORCÉS

Le vote est intervenu, hier mardi 19 février à l'Assemblée Nationale par les députés. Ceci contre la volonté des journalistes et autres associations de presse qui ont dénoncé la révision unilatérale de la loi organique N° 2009-029 relative à la Haute Autorité de l'Audio visuel et de la Communication. C'est tout et pour tout treize articles qui ont été retouchés. Et pour les organisations de presse et les journalistes au Togo, cette façon de faire n'est ni plus ni moins une volonté délibérée du gouvernement de ne pas garantir et promouvoir le libre exercice de la liberté de la presse au Togo. Au Total six(6), ces organisations de presse ont eu à dénoncer le vendredi dernier ce qu'elles ont appelé une démarche pour un recul de la liberté de la presse au Togo et demandé que soit retiré purement et simplement la loi. Même son de cloche du côté de reporters sans frontière qui a envoyée une correspondance au premier togolais attirant son attention sur le danger que le vote de cette loi constituait. Désormais, un média privé devra s'attendre à des sanctions beaucoup plus graves venant de la HAAC, ceci en violation de l'article 26 de la constitution togolaise qui stipule que « la presse ne peut être assujettie à l'autorisation préalable, au



Siège de la HAAC

cautionnement, à la censure ou à d'autres entraves. L'interdiction de diffusion de toute publication ne peut être prononcée qu'en vertu d'une décision de justice.

Pourquoi en est-on arrivé là ?

Cette question vaut la peine d'être posée, car en 2009, lorsque la même loi était modifiée et en plus du code de la presse et de la communication pour permettre plus de liberté d'expression dans l'espace médiatique, le monde entier avait apprécié. D'ailleurs, il a été dit au sein de l'opinion nationale et internationale que le code de la presse au Togo était le plus libéral dans la région. Mais l'usage fait de cette latitude que l'autorité a donnée aux

professionnels des médias n'a pas comblé les attentes. Et depuis quelques temps, les citoyens togolais ne cessent de crier au scandale face aux comportements de certains médias qui enfreignent énormément aux règles du métier, sans aucun respect de l'éthique et de la déontologie et sans que la HAAC ne puisse véritablement prendre des sanctions contre eux. Oui, il y a une dérive excessive des médias au Togo qu'il faut avoir l'honnêteté d'esprit de reconnaître. Et il fallait faire quelque chose. C'est ce qui a conduit le gouvernement à revoir aujourd'hui la copie. Mais est-ce que c'est la bonne manière ? Véritablement pas. En tout cas la majorité au sein de l'opinion trouve que ce n'est pas la meilleure formule. Comme l'ont dit les organisations de presse, c'est un recul qui n'honore pas le pays. Mieux aurait été de procéder à une réforme pédagogique, en dotant des professionnels des médias des connaissances, en leur permettant d'exercer dans des conditions idéales de la profession, à travers la détaxation des intrants comme le stipule la constitution et en augmentant l'aide publique. 75 millions, c'est ce que l'Etat togolais alloue aux médias de la place, et dans la répartition, c'est à

peine qu'un média sans sorte avec 1 million pour toute une année. Il arrive même que la majorité se retrouve avec 500 milles. Alors qu'à côté (Bénin, Burkina Faso, Ghana) les médias ont des enveloppes de plus de 5 millions par an. Ce qui leur permet de se mettre dans des conditions idoines et éviter au maximum les dérives.

Par ailleurs, l'inorganisation remarquée dans les médias surtout privés ont fait que l'autorité a trouvé la faille et l'opportunité de faire ce qu'elle veut. Des journalistes et associations de médias qui devraient unir leurs forces pour la cause commune se regarde en chien de faïence. Aucune décision ne peut être prise collégalement sans quelle ne soit remise en cause quelques heures plus tard pour des intérêts égoïstes. Comment les professionnels des médias au Togo peuvent-ils être pris au sérieux ? En tout cas tant que les médias privés au Togo seront divisés, tant qu'ils ne comprendront pas que malgré leurs divergences de point de vue, il y a la liberté de presse qui doit les réunir et qu'ils se doivent de défendre, ils resteront là pour voir tout leur passer sur le nez.

Tchaboré

Lu sur le net !

La vérité sur le point P

Point P : Pourquoi un tel tabou ?

Si les témoignages recueillis ne tarissent pas d'éloges sur les effets de cette pratique, ils restent anecdotiques. La stimulation de la prostate n'est pas si répandue. Il y a des aficionados, bien sûr, mais aussi beaucoup de tabous. Le rapport à la pénétration anale chez les hétéros semble renvoyer inmanquablement d'une part à l'homosexualité, et d'autres par à la soumission. Qui remet fortement en cause la notion de mâle dominant ! "Les images et la symbolique qui y sont associés sont souvent un frein à ces pratiques" souligne le Dr Desvaux. Les archaïsmes ont la vie dure, malgré la libération sexuelle en cours. Ce qui explique que peu franchissent le pas, et s'ils le font, ils ne s'en vantent pas. (Fin)

Catherine Maillard

Les meilleures positions pour tomber enceinte Bien faire l'amour pour tomber enceinte

Pour tomber enceinte, il faut commencer par faire l'amour au bon moment... Et après, comment optimiser les chances de grossesse ? En la matière, les conseils les plus farfelus sont légion. Existe-t-il une position sexuelle idéale ? L'orgasme favorise-t-il la fécondation ? Tour d'horizon pour donner un petit coup de pouce au hasard.

Avant tout, des conseils généraux d'hygiène de vie peuvent vous aider à optimiser vos chances de tomber enceinte. Mais il faut ensuite maîtriser la pratique...

Le bon moment

D'abord, il faut déterminer le bon moment : le rapport doit avoir lieu dans les moments proches de l'ovulation, c'est à dire lors de la libération d'un ovule fécondable dans l'utérus. En général, cela se situe vers le 14e jour du cycle (en comptant à partir du premier jour des règles). Mais le mieux est d'utiliser notre application courbe de température. Il faut alors essayer de faire l'amour le plus souvent possible entre le troisième jour avant et le troisième jour après l'ovulation. Et pour les messieurs, il est conseillé dans les trois jours avant cette date de s'abstenir de tout rapport, pour préserver un taux de spermatozoïdes élevé.

Petite précision pour mettre fin à une idée reçue : le fait de faire l'amour avant l'ovulation pour avoir une fille et le jour de l'ovulation ou après pour avoir un garçon ne repose sur aucun fondement scientifique.

La position idéale

D'abord, il faut reconnaître que la position idéale pour tomber enceinte est un mythe ! Mais il semble en tout cas préférable de ne pas avoir la gravité contre soi, et donc de privilégier les positions qui vont amener le sperme à proximité du col de l'utérus. Même si les spermatozoïdes savent nager dans toutes les positions, et vont se diriger uniquement grâce à des signaux chimiques, autant leur faciliter la tâche ! La position du missionnaire est donc idéale, avec toutes les variantes où la femme est allongée sur le dos ou sur le côté, telle que la fleur éclatée par exemple. La levrette aussi peut-être propice, à condition de bien gérer les changements de position ! Evitez en revanche l'union du lotus ou la position d'Andromaque et toutes les configurations avec la femme sur l'homme.

Du désir au plaisir

D'abord, il faut préciser que l'ovulation et l'orgasme sont totalement indépendants. Un ovule prêt à être fécondé est produit à chaque cycle, et non pas uniquement si vous avez un orgasme au moment de l'ovulation. Néanmoins, certains spécialistes prétendent que le fait pour la femme d'atteindre le 7e ciel permettrait de faire passer plus de spermatozoïdes dans l'utérus, par le jeu des contractions. Dans tous les cas, si l'orgasme n'est pas une condition nécessaire, il n'est pas une contre-indication à la fécondation, donc inutile de se priver !

Post-coïtum

Après les galipettes, inutile de vous mettre à faire le poirier ! Le sperme ne peut pas entrer dans l'utérus comme dans un entonnoir ! Ce sont les spermatozoïdes à proximité du col qui vont traverser en nageant. Par contre, il est conseillé de ne pas se lever tout de suite et de rester sur le dos une dizaine de minutes : autant donner leur chance de passer au plus grand nombre. Certains gynécologues conseillent ainsi de mettre un coussin sous le bassin, voire de mettre les pieds au mur. Mais rien n'est prouvé en la matière. En tout cas, pas question d'aller prendre une douche vaginale, au risque de tuer les spermatozoïdes.

Promotion de l'hôtellerie et du tourisme L'UTH LANCÉE À LA POINTE DES TICs

Enfin, les promoteurs et professionnels du secteur de l'hôtellerie et de la restauration ont un cadre idéal, propice à eux, au sein duquel ils entendent jouer leur partition pour la promotion du tourisme. Eh bien, ils y sont à travers une association dont les activités et le site web sont officiellement lancés le 8 février à l'hôtel Eda Oba, siège de ladite association. La cérémonie pour ce faire a été présidée par Christophe Tchao, Ministre du tourisme, en présence de son collègue Gourdigou Kolani, chargé des infrastructures rurales.

L'Union Togolaise de l'Hôtellerie (UTH), c'est le cadre associatif offert à tous les promoteurs et professionnels de l'hôtellerie et de la restauration, appelés à fédérer les énergies pour défendre leurs intérêts et participer de façon efficiente au développement du tourisme au Togo. L'UTH est née il y a cinq ans, sur instigation de Togbé Eklou, Chef de village de Kpélé Kponvié, pour qui il était plus que nécessaire de réunir les acteurs du secteur de l'hôtellerie autour d'une cause commune. D'un songe à la réalité, l'UTH a pris corps dans un environnement classique moins favorable à ses objectifs. Aujourd'hui, c'est à la pointe

des TICs (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) que l'union va poursuivre ses objectifs. « L'UTH est un ensemble prêt à regrouper les acteurs notamment les promoteurs et professionnels de l'hôtellerie et de la restauration pour leur permettre d'échanger leurs idées et expériences, de défendre leurs intérêts et ceux du secteur et de contribuer de façon harmonieuse au renforcement et à la mise en place des capacités humaines, institutionnelles, logistiques et financières nécessaire au développement et à la promotion du tourisme au Togo » a souligné Tignoare Sanwogou, Président fondateur de l'UTH.

L'atout majeur de l'UTH est son site web accessible à travers le lien www.uth.tg. C'est « l'heure de la mondialisation et de l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, il importe que les acteurs hôteliers s'organisent pour bénéficier de ce précieux outil de commercialisation de leurs produits. Le site web UTH contribuera véritablement à rendre beaucoup plus visible la destination Togo sur le marché national et

international. Elle rendra plus visible aussi la qualité des établissements touristiques disponibles au Togo et facilitera une meilleure commercialisation » a indiqué le Ministre Christophe Tchao pour qui l'autre défi pour la relance des activités touristiques au Togo est l'unicité d'action du secteur privé.

Le site web de l'UTH est conçu par une équipe technique de Café Informatique à la tête de laquelle le Directeur Général Jean-Marie Noagbodji. Selon ce dernier, les professionnels de l'hôtellerie se doivent de mettre en place des techniques web pour capter les touristes de nos jours qui sont des clients qui choisissent leurs destinations sur Internet, se connectent à Internet au cours de leurs séjours et paient leurs factures par moyen électronique. « Le site web de l'UTH est un portail sur le tourisme, l'hôtellerie et la culture au Togo, il informe sur tout ce qui se passe et intéresse les touristes, parle des plateformes spécialisées du tourisme, de l'accueil, nourrit le rêve des clients, bref, c'est un site pour commercialiser la destination Togo » dit Jean-Marie Noagbodji.

Constant M.

Prévention, réduction des catastrophes naturelles et gestion des terres LE PGICT, PROJET RIPOSTE LANCÉ

Dans nombre de pays dont le Togo, les conséquences des changements climatiques sont perceptibles et ne laissent pas indifférents plusieurs acteurs qui interviennent à différents niveaux et souvent en rangs dispersés. Les actions sont alors multiformes et concourent à la prévention, la réduction des risques de catastrophes naturelles et la gestion durable des terres. Il faut mobiliser tous les acteurs et capitaliser toutes leurs actions dans une vision commune, forte pour arriver à atténuer les effets de changements climatiques et les risques des catastrophes naturelles. En réponse à cette exigence, le gouvernement notamment, le ministère de l'environnement et des ressources forestières, porte aujourd'hui un projet, le Projet Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres (PGICT), lancé il y a une semaine à Lomé, devant les représentants de diverses structures opérationnelles et des partenaires techniques et financiers.

Le PGICT est un projet élaboré dans le cadre du Programme National d'Investissement pour l'Environnement et les Ressources Naturelles (PNIERN) dont la mise en œuvre sur une durée de 4 ans devra permettre au Togo selon Morou Amidou, Coordonnateur, d'accroître sa résilience face aux effets néfastes des changements climatiques et des catastrophes. 16 947 408 dollars us, soit environ 8,5 milliards de francs CFA, c'est le coût global pour l'exécution de ce projet dont les financements proviennent des bailleurs de fonds à savoir Banque Mondiale, le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), le Fonds des pays les moins avancés d'adaptation aux changements climatiques (FPMA), la Facilité mondiale pour la réduction des risques de catastrophes et la relance, le Programme de

réduction des risques de catastrophes de l'Union Européenne et le Fonds à effet de levier de TerrAfrica.

Selon Hervé Assah, Représentant résident de la Banque Mondiale au Togo, le financement du PGICT est nécessaire quand on sait qu'au Togo la mise en œuvre de ce projet permettra de prévenir et de réduire les risques des catastrophes. « Au Togo, les inondations de 2007 à 2010 ont causé des pertes en vies humaines et d'importants dégâts matériels. Selon le rapport d'évaluation des dommages, des pertes et des besoins de reconstruction post catastrophes pour les seules inondations de 2010, le coût des besoins de réhabilitation, de reconstruction, de relèvement économique et social, s'élève à plus de 20 milliards de francs CFA. D'où la prise de conscience accrue en matière de prévention et de gestion à l'échelle nationale » a-t-il rappelé.

Le Togo ne devra plus connaître des situations comme celles des inondations survenues entre 2007 et 2010 avec leurs cortèges de conséquences. Le PGICT doit être un projet riposte pour aider désormais à gérer toute catastrophe et à réduire les risques de sa survenance. « A terme, la vision du Togo (...) est qu'à l'horizon 2050, les bonnes pratiques de gestion de l'environnement et des ressources naturelles soient maîtrisées par les populations permettant ainsi d'atténuer les effets des changements climatiques et des risques de catastrophes naturelles pour faire du Togo un pays à forte croissance, contribuant à améliorer le cadre de vie des populations et à réduire la pauvreté » a souligné Mme Dédé Ahoéfa Ekoué, Ministre de l'environnement et des ressources forestières.

Constant M.



Profitez du premier outil universel : Internet

GPS - GESTION DE DONNÉES À DISTANCE - INTERNET HAUT DÉBIT RÉEL



illico le fixe sans fil
Android

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom ou **appelez le 112.**

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom Place de l'Indépendance
Près de la Place de l'Indépendance
Tél : (228) 22 21 86 23

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg

Incendies des marchés du Togo LE GOUVERNEMENT VA DÉBLOQUER UN PEU PLUS DE 4 MILLIARDS EN FAVEUR DES COMMERÇANTES



Bâtiment du Grand marché de Lomé brûlé

Les autorités vont débloquer 2 milliards de Fcfa pour aider les commerçantes victimes des incendies des marchés de Kara et de Lomé. Deux autres milliards - 2,3 exactement - permettront de poursuivre et d'accélérer l'aménagement des sites pour la relocalisation des sinistrés aussi bien à Lomé qu'à Kara. Annonce faite lundi soir par le gouvernement.

Le même jour, le Guichet unique, créé pour permettre la mise en œuvre des mécanismes d'accompagnement, a recensé le nombre total de commerçants impactés par les incendies. Elles sont 3.106, dont 2.225 pour Lomé et 881 à Kara

Le montant total des pertes enregistrées s'élève à 5.999.

359.150 de Fcfa et les pertes déclarées par les détenteurs de crédits dans les banques et établissements de micro-finances sont de 2. 258. 983.913.

Les représentants de l'Etat et du secteur privé au sein du Guichet unique ont formulé une série de recommandations parmi lesquelles des exemptions fiscales, l'octroi d'un appui financier aux victimes, la réduction de moitié des droits de douane et des droits des place dans les marchés.

S'agissant des engagements pris par les commerçantes envers les banques et les institutions de micro-crédit, le Guichet préconise une restructuration des crédits et la mise en place de nouvelles lignes

Les incendies criminels des marchés de Kara et de Lomé sont un coup dur pour l'économie du Togo qui pouvait faire l'économie d'une telle catastrophe alors que le pays est engagé dans une politique de relance qui commence à porter ses fruits.

Republicoftogo.com

Laurent Coami Tamégnon à propos de la zone franche « TOUT LE PERSONNEL DE LA ZONE FRANCHE BÉNÉFICIE DE SALAIRES REVALORISÉS »



Laurent Coami Tamégnon, Président de l'ASOZOF

Des sociétés installées en Zone franche ne respecteraient pas la convention collective signée en octobre 2012. C'est ce qu'affirment certains syndicalistes. Faux répond Laurent Coami Tamégnon, le président de l'Association des sociétés de la zone franche (ASOZOF).

« La totalité des 11.000 travailleurs bénéficient bien de la nouvelle grille salariale, précise-t-il dans un entretien à Republicoftogo.com

Republicoftogo.com : La convention collective est-elle réellement appliquée?

Laurent Coami Tamégnon : Evidemment ! Je vous rassure, la convention est mise en application depuis le 1er janvier 2013.

Republicoftogo.com : Avez-vous la certitude que toutes les entreprises payent leurs salariés selon les nouvelles bases?

Laurent Coami Tamégnon : Tout le monde est au pas, je puis vous l'assurer. Il peut y avoir ici ou là des incidents isolés, mauvaise foi de certains employés, jours de retard décomptés, par exemple, mais d'une façon générale, toutes les entreprises de la Zone franche au Togo respectent scrupuleusement la grille salariale et certaines payent même au dessus de ce qui est prévu par la convention collective.

Republicoftogo.com : Comment se portent les entreprises implantées en Zone franche ?

Laurent Coami Tamégnon : La situation n'est pas facile pour les 63 opérateurs. Ils sont confrontés à un certain nombre de problèmes pratiques comme celui du transport des conteneurs désormais limités à un seul par camion. Les fabricants de sacs plastiques doivent s'adapter à la nouvelle réglementation en produisant du biodégradable ; il y a aussi les problèmes de délestage et la concurrence sérieuse à l'international avec les produits chinois. Ce sont là quelques exemples.

Pour trois raisons évoquées par Les avocats de Bodjona

IL N'Y A PAS EU CONFRONTATION ENTRE PASCAL ET YOUSSEF

La confrontation annoncée entre Pascal Bodjona et l'émirati Abass Al Youssef n'a pas eu lieu dans le weekend. Alors que toute l'opinion nationale et internationale s'attendait à un face-à-face qui permettra de donner plus de lumière dans cette affaire, les avocats de Pascal Bodjona ont adressé en refus à l'invite du juge du 4e cabinet d'instruction en charge de cette affaire de détournement de fond pour une confrontation, une lettre dans laquelle ils ont donné trois raisons.

•D'abord les avocats de Pascal Bodjona estiment que le dossier n'est plus à son niveau pour vouloir écouter leur client au cours d'une confrontation. Il est au niveau de la Cour suprême

•Ensuite, même si c'est le cas, Pascal Bodjona n'ayant pas été écouté au fond du dossier, il ne peut y avoir de confrontation.

•Et troisième raison, les avocats de Pascal Bodjona



Pascal Bodjona

Abass Al Youssef

disent avoir saisi le Juge d'instruction chargé du 4e cabinet de se déclarer incompétent dans le traitement de ce dossier. Cette demande étant sans suite, il n'est pas question de présenter l'ancien ministre de l'administration territoriale et de l'administration dans une quelconque confrontation.

Me Georges Tchassanté-

Gbati, le principal des conseils de Pascal Bodjona que nous avons réussi à joindre au téléphone nous a déclaré avoir trouvé « incompréhensible » que le juge n'ait plus le dossier mais a encore donné rendez-vous à son client et au pire pour une confrontation un samedi.

Pa-lunion.com

Nouveau dialogue en vue MGR BARRIGAH, PROBABLE « MÉDIATEUR » ?

Un nouveau dialogue que certains appellent dialogue de dernière chance pourrait se dérouler dans les prochains jours. C'est dans cette optique que se déroulent des concertations au siège de la CVJR depuis hier 19 février 2013. Des responsables de partis politiques aussi bien du pouvoir que de l'opposition sont reçus par Mgr Barrigah en présence des diplomates de certaines chancelleries accréditées au Togo. On parle des Ambassadeurs d'Allemagne, des USA, de la France et de l'UE. Selon les informations à notre connaissance, les concertations pourraient continuer aujourd'hui avec d'autres partis politiques de l'opposition.

La Rédaction



Spécial Saint Valentin

Du 13 au 28 Février 2013



15 000 F CFA

Pack illico Classic Double

- 2 téléphones illico Classic
- + 2 cartes SIM
- + 1000 F de crédit sur chaque SIM

Je t'aime en ROSE



50 000 F CFA

Pack illico Smart

- 1 téléphone illico Smart
- + 1 carte SIM + Activation Internet
- + 1000 F de crédit de communication

Choisissez votre pack

GPS

GESTION DE DONNÉES À DISTANCE

INTERNET HAUT DÉBIT RÉEL



Pack illico Android

- 1 téléphone illico Android
- + 1 carte SIM + Activation Internet
- + 2000 F de crédit de communication

100 000 F CFA

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.

Service client : 112

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Espace Telecom Cotonou
Avenue Nicolas CHUKIZEK
service siège
Tél : (228) 22 81 47 14

Espace TELECOM
Avenue Immaculée COC
Tél : (228) 22 29 32 06

Espace Telecom ADJIKPOME
Juste après la Bourse BB
Tél : (228) 22 58 82 01

Espace Telecom ADJIKPOME
Face Église d'Adjikpome
Tél : (228) 22 40 83 04

Espace Telecom ADJIKPOME
Face marché de Fex Zangé
Tél : (228) 22 22 16 67

Espace Telecom Plateau de l'Indépendance
Près de la Place de l'Indépendance
Tél : (228) 22 21 88 25

Espace Telecom ASSIÉTO
Espace HELUM, ancien immeuble SAS
Tél : (228) 22 26 74 06

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 40 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TOUYE
Près du grand marché de KOUSSY
Tél : (228) 22 38 00 83

Espace Telecom ANKOU
Côté de bâtiment de l'ITB
Tél : (228) 22 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 00

Espace Telecom KTAAPRAME
Face à la station ROTAL
Tél : (228) 24 48 82 26

Espace Telecom DOKOU
Face au marché - Après CNES
Tél : (228) 25 58 81 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 80 80 80

Espace Telecom DAFADNE
Face au commissariat
Tél : (228) 27 79 84 88

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg